

### Les subsides

1978. La part actuelle de 50 p. 100 est beaucoup plus élevée, par exemple, qu'il y a trois ou quatre ans. A combien se montait-elle en 1979, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir? Elle s'établissait à 41 p. 100; je dis bien, 41 p. 100 sous un régime conservateur. L'industrie touche maintenant 9 p. 100 de plus, soit au total 50 p. 100 des recettes en 1983. Proportionnellement parlant, monsieur le Président, le gouvernement estime que l'industrie est traitée de façon équitable.

En dollars, les recettes de l'industrie ont connu une augmentation spectaculaire, passant de 4.5 milliards sous le gouvernement conservateur en 1979 à 11.7 milliards aujourd'hui. Ces recettes sont maintenant deux fois et demie plus élevées qu'il y a quatre ans, sous le gouvernement conservateur. Les députés conservateurs qui siégeaient alors sur les banquettes ministérielles sont ceux-là même qui soutiennent maintenant que l'industrie n'est pas traitée équitablement. Je vous assure, monsieur le Président, que l'industrie est traitée beaucoup plus équitablement à l'heure actuelle qu'elle ne l'était il y a quatre ans sous leur administration, car ses recettes sont de 11.7 milliards cette année contre 4.5 milliards il y a quatre ans et demi.

Je ne veux pas dire que ce montant, tout aussi faramineux soit-il, est trop élevé. Le député de Nanaïmo-Alberni (M. Miller) le croit peut-être, mais ses opinions socialistes sont évidemment bien connues à la Chambre et dans le pays. Je ne les partage pas, mais je les respecte. Je partage à bien des égards ses opinions sur la question des pêches et je le remercie donc pour ses éclaircissements dans au moins certains domaines de l'économie.

Je ne veux pas dire, monsieur le Président, que 11.7 milliards de dollars est une somme trop importante pour l'industrie. Le gouvernement estime que c'est une somme équitable. En fait, je crois que les gouvernements provinciaux et l'industrie conviennent que la part de 20 p. 100 que reçoit le gouvernement est équitable. C'est du moins ce qu'ils nous ont dit. Toutefois, les députés de l'opposition ne cessent d'imputer toute difficulté du secteur énergétique aux taxes fédérales. Pourquoi ne sont-ils pas honnêtes avec eux-mêmes et les Canadiens? Abaisseraient-ils la part du fédéral? Augmenteraient-ils le déficit par suite de dégrèvements? Est-ce à cela qu'ils veulent en venir?

Selon le parti conservateur, de plus, notre politique aurait découragé les investisseurs. Une fois de plus, les conservateurs devraient vérifier ces faits et prêter attention aux experts en la matière. Ainsi, il y a quelques semaines, la revue *Oilweek* de Calgary publiait son évaluation de l'activité pétrolière. D'après cette revue, les investissements dans les secteurs gazier et pétrolier augmenteraient considérablement. Les sommes affectées à l'exploration et à l'expansion dans le secteur pétrolier devraient normalement atteindre 5.6 milliards de dollars cette année, un sommet sans précédent.

Bien que la revue *Oilweek* confirme ce que soutient le ministre de l'Énergie (M. Chrétien) depuis quelque temps, à savoir que les investissements devraient atteindre 5.6 milliards de dollars cette année, un sommet inégalé, que ce fait est maintenant vérifié et que tous les intéressés du secteur pétrolier en conviennent, les conservateurs demeurent perplexes. Selon eux, des prévisions optimistes quant aux investissements ne suffisent pas lorsque la croissance économique est au ralenti, ce que, j'espère, ils admettent. C'est pourtant le cas et ils veulent croire que les choses vont aussi mal qu'ils l'entendent. Mais la

situation s'est améliorée comme l'annonce *Oilweek* et bien d'autres.

Nous estimons que ces investissements de l'ordre de 5.6 milliards de dollars dépassent de 70 p. 100 ceux de cette industrie il y a à peine quatre ans. Qui était au pouvoir à ce moment-là, monsieur le Président? Eh bien, oui, nos bons vieux conservateurs qui disent maintenant que ce n'est pas assez, que c'est trop peu ou trop tard. Depuis quatre ans que les électeurs canadiens ont chassé les conservateurs du pouvoir, le gouvernement, de concert avec les gouvernements provinciaux et les sociétés pétrolières, a réussi à accroître les investissements de plus de 70 p. 100 . . .

• (1640)

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** A accroître les dettes.

**M. Simmons:** . . . pour les porter à 5.6 milliards de dollars cette année.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Ce sont des dettes.

**M. Simmons:** Le député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro) devrait surveiller sa tension artérielle. Je ne voudrais pas que mes propos lui fassent faire trop de mauvais sang.

**M. Blenkarn:** Alors surveillez ce que vous dites, Roger.

**M. Simmons:** Je dis tout bonnement la vérité. Mais il n'aime pas l'entendre.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Pourquoi ne jouerait-il pas franc jeu pour une fois?

**M. Simmons:** Et je l'invite à démentir les chiffres que j'ai donnés s'il a des preuves. Je vais les répéter: une hausse des investissements de 70 p. 100 depuis que les électeurs canadiens ont eu la bonne idée de bouter dehors les conservateurs, soit une somme de 5.6 milliards de dollars . . .

**M. Stewart:** Qui s'ajoute au déficit. Qui augmente le déficit.

**M. Simmons:** Veut-il prétendre que c'est faux? Dans ce cas, il dément la respectable revue *Oilweek* de Calgary. Ce ne serait pas la première fois qu'il contredit des sources dignes de foi. Il a déjà eu à en rougir. Mais s'il veut me contredire, qu'il le fasse.

**M. Taylor:** Je ne sais pas d'où vous tirez ce rapport.

**M. Simmons:** Le député de Bow River est encore dans la lune. Mais je n'ai pas peur de ce que j'avance, parce que mes renseignements proviennent de l'une des revues pétrolières les mieux cotées dans l'ouest du Canada. S'il la lisait de temps à autre, il y apprendrait peut-être quelque chose. Je pense avoir touché une corde sensible.

**Une voix:** Pas du tout.

**M. Simmons:** Dans cette dernière motion, les conservateurs nous reprochent encore une fois d'avoir voulu élargir le rôle de Petro-Canada. Quand avons-nous déjà entendu ce refrain? Il me semble que c'était avant les dernières élections. Vous rappelez-vous ce grand programme des conservateurs, leur merveilleuse promesse? Pas celle de déménager l'ambassade, une autre. Je veux parler de l'abolition de Petro-Canada. Vous souvenez-vous, monsieur le Président, du nouveau régime qu'ils allaient instaurer? Ils voulaient privatiser Petro-Canada.

**M. Taylor:** Et l'augmentation n'aurait pas dépassé 18c.